

 TALENTS Conseils Nous créons la passion et l'énergie	BEST HUMAN RESSOURCES CONSULTING AGENCY - WEST AFRICA - AFRICAN CORPORATE EXCELLENCE AWARDS 2016 CV MAGAZINE	TALENTS PLUS CONSEILS BENIN Filiale de TALENTS PLUS AFRIQUE Label de G.R.H. en Afrique	Solutions RH et SIRH TALENTS PLUS CONSEILS BENIN TALENTS PLUS E.T.T. BENIN TALENTS PLUS CONSEILS MALI TALENTS PLUS CONSEILS CÔTE D'IVOIRE TALENTS PLUS E.T.T. TOGO
--	---	--	--

Le cabinet TALENTS PLUS CONSEILS Bénin, 21 ans d'expertise en recrutement, recrute pour le compte de WARDIP 2, un projet financé par la Banque Mondiale :

UN (01) SPECIALISTE SOCIAL ET GENRE (H/F) (REF : TPC-1026R01SSG)

Lieu d'affectation : Cotonou

Durée du contrat : 01 an renouvelable, à temps plein.

Période d'essai : 3 mois

Conditions de renouvellement : La poursuite du contrat d'une année à l'autre est subordonnée à l'évaluation annuelle satisfaisante des performances et à l'avis favorable de la Banque Mondiale.

Disponibilité : Immédiate

Contexte du poste :

Le Bénin est engagé depuis une dizaine d'années dans un processus de transformation numérique du pays et s'est donné pour vision de faire du pays la plateforme des services numériques de l'Afrique de l'Ouest. Dans ce cadre, le gouvernement du Bénin a mis en œuvre plusieurs projets qui ont permis la réalisation de plusieurs infrastructures numériques et des e-services publics qui facilitent des progrès économiques et l'amélioration de la vie des populations. Afin de conforter la dynamique en cours par le renforcement de l'intégration numérique, le gouvernement a adhéré au Projet Régional d'Intégration Numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP 2) de la Banque Mondiale. Ce projet qui sera mis en œuvre par le Ministère de la Transformation Digitale et de l'Innovation (MTDI) a pour objectif de renforcer l'intégration numérique en Afrique à travers le développement des infrastructures de connectivité, la promotion des technologies innovantes, et une meilleure adoption des services numériques. Il est structuré en quatre (4) composantes déclinées comme suit:

- Composante 1 : Développement et intégration des marchés de connectivité ;
- Composante 2 : Développement et intégration du marché des données ;
- Composante 3 : Développement et intégration du marché en ligne ;
- Composante 4 : Soutien à la gestion et à la mise en œuvre du projet.

En vue de la mise en œuvre des activités de ce projet, il a été retenu de recruter un(e) Spécialiste Social et Genre au profit de l'unité de coordination du projet qui sera mise en place.

Missions et Responsabilités :

Placé(e) sous l'autorité du Coordonnateur, le (la) Spécialiste Social et Genre travaillera en étroite collaboration avec les autres spécialistes du projet, principalement le Spécialiste en Sauvegarde Environnementale, et les structures d'exécution. Il/elle sera chargé(e) de veiller à la gestion efficace des risques sociaux dans le contexte du projet WARDIP 2.

De façon spécifique et sans être exhaustif, il/elle sera chargé.e de :

- Assurer la coordination et la liaison avec les structures gouvernementales, les populations bénéficiaires, et les entreprises et bureaux de contrôle et surveillance des travaux engagés dans le Projet sur le volet social ;
- Procéder à l'évaluation permanente des instruments de sauvegardes sociales et y proposer les correctifs aux responsables du projet, si nécessaire ;
- S'assurer de la prise en compte des dispositions juridiques nationales et internationales ainsi que du cadre environnemental et social de la Banque Mondiale en matière de sauvegarde sociale dans la conduite des activités du projet ;
- Planifier, élaborer, réaliser, analyser et valider les études et les documents en matière de sauvegarde sociale dans le cadre du projet ;
- Veiller à l'appropriation et la mise en œuvre des documents de sauvegardes environnementales et sociales, notamment le Cadre Politique de Réinstallation (CPR), le Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) avec le Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP), le Plan de Gestion de la Main

d'œuvre (PGMO), le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) ainsi que des autres instruments opérationnels dont les PGES et le PGES chantiers par toute l'équipe de mise en œuvre directe du projet, les parties prenantes au projet et les bénéficiaires des activités du projet ;

- Former et appuyer toutes parties prenantes (UCP, services techniques concernés, ONG et associations, etc.) à la mise en œuvre du projet dans le suivi environnemental et social des activités du projet ;
- Réaliser de concert avec le spécialiste en environnement, l'évaluation environnementale et sociale préliminaire (screening) des sous-projets et composantes du projet y compris les termes de référence (TDR) pour la préparation des analyses sociales ou des instruments de sauvegarde le cas échéant ;
- S'assurer de l'intégration des aspects sociaux dans l'identification et la mise en œuvre des composantes du projet ;
- Elaborer une base de données sociales (incluant notamment : une catégorisation des PAP, les actions à mener, les indicateurs sociaux) prenant en compte les quartiers, sites, activités et résultats du projet qui sera progressivement mise à jour dans le cadre du suivi social du projet ;
- Participer à l'élaboration des plans de travail et budget annuels (PTBA) en définissant les besoins en études, les actions des instruments, formations et toute autre activité en matière de sauvegarde sociale et veiller à leur réalisation ;
- Assurer la mise en œuvre efficace des mesures de prévention et de gestion des risques liés au genre ;
- Participer à l'évaluation des risques de violences basées sur le genre dans le cadre du projet, et contribuer à la préparation et à la mise en œuvre d'un plan de prévention et mitigation approprié de la gestion des risques d'EAS/HS ;
- Elaborer les TDR pour le développement du PAR et la préparation des outils requis, notamment concernant la réinstallation involontaire (Norme environnementale et sociale (NES) 5) du Cadre environnemental et sociale (CES), participer aux processus de recrutement des consultants pour le PAR et le plan de restitution de moyens de subsistances, faire la revue de conformité du PAR et le plan de restitution de moyens de subsistances avant toute soumission à la Banque, organiser les ateliers de validation du PAR et le plan de restitution de moyens de subsistances, veiller à la publication et la diffusion des rapports élaborés, veiller à ce que la compensation est achevée et le rapport d'achèvement est finalisé, approuvé et publié avant le démarrage des travaux ;
- Participer à la préparation et à l'analyse des dossiers d'appel d'offres (DAO) en veillant à l'insertion, aussi bien dans le DAO que dans les marchés/contrats de travaux, des clauses sociales types à respecter par les Entrepreneurs et les actions dans le PEES ;
- Superviser le respect et la conformité de ces clauses par les entrepreneurs/opérateurs lors de l'exécution des travaux ;
- Veiller sur la mise en œuvre du PEES ;
- Réaliser de concert avec le spécialiste en environnement, le suivi nécessaire à l'évaluation des documents de sauvegardes environnementale et sociale (rapports d'Etude d'Impact Environnemental et Social/EIES, d'Audits Environnementaux et Sociaux/AES, etc.) du projet par l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE) ;
- Coordonner l'identification des parties prenantes ainsi que le déploiement du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) et du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) ;
- Superviser et prendre les mesures nécessaires pour assurer l'accessibilité, l'efficacité et en général le bon fonctionnement du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) du projet et préparer les rapports périodiques sur le fonctionnement du MGP ;
- Coordonner de concert avec le spécialiste en environnement et les personnes techniques de l'UCP, les activités de consultation du public en matière environnementale, sociale et technique pour la prise en compte effective des points de vue des parties prenantes dans le cadre de la mise en œuvre des différentes composantes du projet ;
- Coordonner la diffusion du mécanisme de gestion des plaintes du projet et le mettre en œuvre en collaboration avec les autres partenaires du projet ; recueillir et analyser les commentaires et les plaintes des personnes/parties affectées par le projet et recommander des actions pour résoudre lesdits problèmes ;
- Identifier et coordonner avec les entités pour soutenir la résolution des plaintes sensibles surtout les plaintes dues aux VBG/EAS/HS/VCE ;

- Réaliser une analyse genre des activités du projet, une cartographie des structures de prise en charge des VBG/EAS/HS, l'évaluation des risques afférents et le plan d'actions de prévention et d'atténuation ; élaborer et assurer la mise en œuvre de la stratégie genre pour l'appropriation des solutions déployées par le projet ;
- Veiller à l'implication, la consultation et la participation inclusive et itérative de l'ensemble des parties prenantes engagées dans la mise en œuvre du projet, les groupes vulnérables susceptibles d'être affectés par les activités du projet notamment les femmes, les personnes en situation de handicap physique et/ou mental, les personnes âgées, les personnes pauvres et marginalisées, d'autres groupes minoritaires, etc.
- Assurer l'évaluation des capacités des acteurs institutionnels en matière de gestion de risques sociaux y compris les risques d'exploitation et abus sexuels et harcèlement sexuel associés aux activités du projet, la conception d'un plan de renforcement de capacités adapté aux besoins identifiés ou exprimés par les acteurs directement impliqués, mettre en œuvre le programme de renforcement de capacités ;
- Superviser l'élaboration de manuels de formation pour les parties prenantes locales afin qu'elles puissent effectuer un examen des sauvegardes sociales et soutenir la mise en œuvre des mesures d'atténuation convenues ;
- Entreprendre des visites régulières sur le terrain des sites du projet pour évaluer les impacts sociaux et vérifier les informations de suivi social fournies dans les rapports des entrepreneurs et des partenaires de mise en œuvre, y compris la documentation photographique, le cas échéant ;
- Evaluer la performance globale du projet en matière de gestion des risques sociaux principalement en matière de mise en œuvre des mesures sociales convenues pour l'exécution du projet ;
- Etablir et mettre en œuvre un chronogramme approprié d'exécution des activités de sauvegardes sociales ainsi que le budget prévisionnel desdites activités et assurer la cohérence de ce chronogramme avec le calendrier global de mise en œuvre des activités du projet ;
- Produire et transmettre au Coordonnateur du Projet des rapports trimestriels et tout autre rapport rendant compte du respect ou non des mesures sociales dans la mise en œuvre des composantes du projet. Ces rapports devront être systématiquement annexés aux rapports du projet envoyés à la Banque Mondiale ;
- Produire les rapports d'exécution trimestriel du suivi et de gestion des risques sociaux du projet conformément aux termes des engagements pris y compris des rapports circonstanciés ;
- Assurer la traçabilité de la mise en œuvre des mesures sociales dans les rapports d'exécution globale du projet ;
- Assurer l'archivage des preuves d'exécution des mesures sociales ;
- Participer à la mise en œuvre des recommandations (relatives aux aspects de sauvegarde sociale) issues des missions d'appui de la Banque Mondiale ;
- Contribuer à toute autre activité relative aux aspects sociaux du projet ;
- Exécuter toutes autres tâches conformes à son profil et demandées par la coordination du projet ;
- Elaborer un rapport annuel d'exécution présentant une analyse globale du niveau de prise en compte du volet social.

Profil :

- Être de nationalité Béninoise ;
- Être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau BAC + 5 au minimum dans le domaine des Sciences sociales, Sciences humaines (sociologie, anthropologie sociale, philosophie, géographie, économie, science de la nature et environnement, etc.) ou équivalent ;
- Disposer d'une expérience d'au moins cinq (05) ans dans la gestion environnementale et sociale de projets de développement notamment le domaine de la gestion des risques et impacts sociaux, l'approche genre/EAS et l'inclusion des groupes vulnérables, la gestion des plaintes en utilisant les standards des partenaires techniques et financiers internationaux ;
- Avoir une expérience dans le domaine de la gestion des risques sociaux justifiée par au moins trois attestations de service fait ou d'attestation de travail dont au moins une dans la gestion des questions relatives à la réinstallation involontaire notamment la préparation et la mise en œuvre des PAR, la prise en compte du genre y compris la gestion des groupes vulnérables ;

- Avoir une parfaite maîtrise des normes environnementales et sociales du Cadre Environnemental et Social de la Banque Mondiale, en vigueur depuis octobre 2018 ;
- Justifier d'une expérience approfondie de la réglementation nationale en vigueur au Bénin en matière de gestion du foncier, de l'expropriation pour cause d'utilité publique, etc... ;
- Justifier d'une expérience appréciable en matière d'approches et de démarche participative de recherche, de implication et participation des parties prenantes, de gestion des risques sociaux(consultation et négociation sociale, enquêtes sociales, évaluation et gestion des risques et impacts sociaux, renforcement des capacités, engagement citoyen, gestion des plaintes et doléances, prise en compte du genre et des groupes vulnérables y compris les personnes en situation de handicap, gestion de la main d'œuvre, le travail des enfants, les aspects de violences basées sur le genre y compris les violences contre les enfants, etc.)
- Avoir une expérience attestée dans la promotion du genre ;
- Avoir mis en œuvre au cours des cinq (05) dernières années au moins deux (02) plans de gestion environnementale et sociale de projets de développement ;
- Avoir des formations complémentaires en matière d'évaluation environnementale et sociale ou toutes autres formations spécifiques incluant le développement durable seraient des atouts.
- Être familiarisé(e) avec les textes juridiques nationaux et internationaux applicables en matière de genre ;
- Être en mesure de travailler sous pression ;
- Avoir une bonne aptitude d'anticipation et à travailler en équipe ;
- Avoir des connaissances et/ou une expérience pratique sur l'application de solutions numérique ;
- Avoir une capacité à collaborer avec une diversité de parties prenantes ;
- Avoir une capacité à travailler de manière autonome et à assumer la responsabilité de ses tâches ;
- Pouvoir travailler de concert avec la hiérarchie tout en gardant une certaine autonomie ;
- Être organisé(e), rigoureux (se) et capable de produire des résultats de qualité dans les délais impartis ;
- Avoir une bonne capacité rédactionnelle et de communication en français ;
- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Powerpoint, etc.).

Clause de confidentialité

Le/La spécialiste sera tenu(e) au respect des clauses de confidentialité couvrant le mandat qui lui sera confié, en veillant à la protection des informations confidentielles de sorte à en préserver le caractère confidentiel et à en prévenir le détournement, l'accès par des personnes non autorisées ou l'utilisation non autorisée.

Ce profil est-il le vôtre ?

Envoyez OBLIGATOIREMENT votre dossier par mail à wardip2@talentsplusafrique.com, avec copie à recrutement_wardip2@gouv.bj, en précisant en objet l'intitulé du poste **SPECIALISTE SOCIAL ET GENRE (H/F)** (REF : TPC-1026R01SSG).

Un accusé de réception vous sera envoyé dès réception du dossier de candidature, cependant si vous ne recevez pas ledit accusé de réception, merci de bien vouloir renvoyer le mail.

PIECES A FOURNIR :

- *Une lettre de motivation adressée au Directeur Général de TALENTS PLUS CONSEILS précisant le poste et sa référence (y inscrire votre disponibilité et votre prétention salariale) ;*
- *Un Curriculum Vitae détaillé ;*
- *Les copies des diplômes et des attestations justifiant l'expérience ;*
- *Une copie de la pièce d'identité en cours de validité.*

(Tout dossier de candidature ne respectant pas cette exigence sera purement et simplement rejeté).

Seuls les candidats présélectionnés sur dossier seront invités à prendre part à l'entretien.

NB. :

- *En soumettant votre candidature, vous nous donnez également votre consentement pour la collecte, le stockage, le traitement de vos données personnelles.*
- *Vous pouvez à toute étape du processus, exercer votre droit d'opposition.*

Date limite de dépôt : 29 octobre 2026.

Pour plus d'infos : 00 229 01 95 10 91 51/ www.talentsplusafrique.com